

**Retour sur le VI^e sommet de la Communauté
d'États latino-américains et caraïbes (Celac).**

VERS UNE RELANCE DE LA VIE RÉGIONALE EN AMÉRIQUE LATINE ?

PAR

Christophe VENTURA

Directeur de recherche à l'IRIS

NOTE D'ANALYSE - OCTOBRE 2021

Note d'analyse réalisée par l'IRIS pour le compte de
l'Agence française de développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont
formulées sous la responsabilité de leurs auteurs.
Elles ne reflètent pas nécessairement le point de
vue de l'Agence française de développement.

Le 18 septembre 2021 s'est tenu, à Mexico, le VI^e Sommet de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (Celac) en présence de trente pays représentés (dont dix-sept par leur chef d'État et de gouvernement¹), de la secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal) Alicia Barcena et du président du Conseil européen Charles Michel. À ces acteurs présents se sont ajoutées, par le biais d'interventions retransmises par vidéo, les voix de Xi Jinping, président de la République populaire de Chine (RPC), et de Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies.

La présidence mexicaine de cette rencontre, qui a pu compter avec l'engagement personnel du président Andres Manuel Lopez Obrador (dit « AMLO ») et du ministre des Relations extérieures Marcelo Ebrard, **a souhaité incarner une volonté de relance du dialogue régional en Amérique latine après plusieurs années de suspension et de développement de multiples crises économiques, sociales, politiques et géopolitiques (Venezuela) sur l'ensemble du sous-continent**. Ce Sommet a voulu inaugurer un nouveau « moment » politique dans une région durement frappée par la crise sanitaire mondiale et traversée par de puissantes dynamiques de divisions politiques et de polarisations partisans, ainsi que par des évolutions rapides et oscillatoires des scénarios sociaux et politiques. Dans ce contexte, cette rencontre a indiqué l'amorce d'une recomposition sensible et progressive des équilibres politiques régionaux et consacré l'affirmation de l'action diplomatique du Mexique en Amérique latine à l'entame de la deuxième partie du mandat de « AMLO ». Et ce, tandis que cette dernière devient l'un des terrains incontournables de la confrontation mondiale pour l'hégémonie opposant les États-Unis et la Chine².

Cette note se propose de revenir sur les principaux enjeux de l'événement, ainsi que sur les décisions et orientations les plus saillantes qui y ont été prises et définies. Et de les resituer dans le cadre des dynamiques (géo)politiques régionales en cours.

RETOUR SUR LE PROJET CONTRARIÉ DE LA CELAC

La Celac regroupe formellement les trente-trois pays du sous-continent. Fondée en 2011 par la Déclaration de Caracas lorsque qu'une majorité de pays de la région était dirigée par des gouvernements de gauche et de centre-gauche³, son ambition originelle consistait à favoriser l'existence pérenne d'un forum consacré à l'approfondissement de l'intégration régionale

¹ Parmi lesquels Luis Arce (Bolivie), Miguel Díaz-Canel (Cuba), Guillermo Lasso (Equateur), Alejandro Giammattei (Guatemala), Juan Orlando Hernández (Honduras), Andres Manuel Lopez Obrador (Mexique), Nicolas Maduro (Venezuela), Mario Abdo Benítez (Paraguay), Pedro Castillo (Pérou), Lui Lacalle Pou (Uruguay).

² Sur ce sujet, lire Christophe Ventura, « Chine / États-Unis : qui prendra l'avantage en Amérique latine ? », *La Revue internationale et stratégique (RIS)*, n°120, IRIS Editions – Armand Colin, hiver 2020.

³ Deux réunions ont précédé sa fondation officielle. Une à Salvador de Bahia (Brésil) le 17 décembre 2008 à l'initiative de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva (gauche) et une le 23 février 2010 à Cancún (Mexique) organisée par l'ancien président Felipe Calderon (droite).

latino-américaine (politique, commerciale, économique, technologique, etc.) et, dans ce cadre, de forger un instrument de règlement des différends entre les pays membres, sans la présence des États-Unis et du Canada. De ce point de vue, la Celac s'est initialement positionnée comme une initiative régionale visant à retirer à l'Organisation des États américains (OEA), dont le siège se situe à Washington et l'histoire longue s'inscrit dans la vision du panaméricanisme influencé par l'esprit de la « doctrine Monroe » du 19^e siècle, le monopole de la représentation des pays latino-américains en matière de forum de dialogue régional. Contrairement à cette dernière, la Celac compte parmi ses membres fondateurs Cuba⁴.

Depuis sa fondation, la Celac, avec laquelle l'Union européenne (UE) entretient un partenariat et une relation institutionnels officiels et continus⁵, a connu diverses fortunes et s'est vue soumise aux aléas des changements politiques intervenus dans la majorité des pays latino-américains au cours des années 2010 (fin de l'hégémonie des gauches au profit d'un retour des droites dans de nombreux pays clés entre 2015 et 2018 - Argentine, Brésil, Équateur, Pérou -, crise au Venezuela polarisant les coalitions d'alliances régionales, etc.). Ces bouleversements, partiellement causés par la multiplication de crises économiques et sociales intervenues dans l'ensemble des pays latino-américains dans le sillage de la crise financière internationale de 2008, ont exacerbé les dynamiques politiques centrifuges nationales et les logiques de fragmentation affinitaires dans la région. Et ce, au détriment de dynamiques favorisant les logiques de convergences et d'intégration régionales. Ainsi, la Celac, à l'instar de sa cousine sud-américaine (l'Union des nations sud-américaines – Unasur – créée en 2008), a vu son développement et sa légitimité entravés depuis 2015⁶. Et a perdu dans la foulée de sa création les dirigeants qui en incarnaient l'ambition fondatrice et en assuraient le *leadership* (Lula au Brésil et Hugo Chavez au Venezuela notamment). Après cinq éditions, la Celac ne s'est ainsi plus réunie depuis 2017 même si El Salvador (2017-2018), la Bolivie (2019-2020) et le Mexique (2020-2021) en ont assuré une présidence « *pro-tempore* ».

L'organisation a même perdu la première puissance régionale après que le gouvernement de Jair Bolsonaro ait décidé, en 2020, la suspension de la participation du Brésil. Pour l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ernesto Araujo, « *la Celac n'a eu aucun résultat en matière de défense de la démocratie ou dans quelque autre domaine. Au contraire, elle a juste renforcé la position de régimes non démocratiques comme le Venezuela, Cuba ou le Nicaragua* ». Et d'ajouter que pour le pouvoir de Brasilia, la priorité est désormais de « *travailler avec toutes les démocraties de la région (que ce soit bilatéralement, au sein de l'OEA, de Prosur ou du Mercosur) pour un agenda de liberté, de prospérité, de sécurité et d'intégration ouverte* ». Par ces

⁴ Expulsée de l'OEA le 30 janvier 1962.

⁵ En 2013 et 2015, la Celac et l'UE ont organisé un « Sommet Celac/UE ». En 2018, les deux blocs ont organisé une réunion ministérielle (au niveau des ministres des Affaires étrangères) à Bruxelles.

⁶ En 2018, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Chili et le Pérou se sont retirés de l'Unasur, rejoints par l'Équateur en 2019.

déclarations prononcées sur Twitter le 16 janvier 2020, l'ancien ministre résumait l'orientation du gouvernement brésilien en matière de politique régionale :

- soutien à la primauté de l'OEA dans la gestion des différends régionaux, en lien avec les États-Unis,
- opposition active aux pays issus de la vague des gauches des années 2000-2010 et à leurs initiatives régionales prises,
- priorité au Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud (Prosur) lancé en 2019 par les gouvernements de centre-droit et de droite (à l'initiative de la Colombie dirigée par Ivan Duque et du Chili présidé par Sebastian Pinera) afin de remplacer l'Unasur dans le cadre d'une politique de désengagement global du Brésil de la vie régionale,
- repositionnement en faveur d'un Mercosur (Marché commun du Sud) orienté vers une politique de développement d'accords de libre-échange avec le reste du monde (« *intégration ouverte* »), dans le cadre d'une politique donnant la priorité à une approche bilatérale du Brésil avec ses partenaires en matière de négociations d'accords commerciaux.

AUTOUR DE LA QUESTION VÉNÉZUÉLIENNE, LES DIVISIONS ET LES RECOMPOSITIONS DES ALLIANCES RÉGIONALES

C'est dans ce contexte de divisions politiques entre les principales puissances régionales, d'absence notable du Brésil et de la Colombie - celle de cette dernière pour protester contre la présence de Nicolas Maduro⁷ -, et sur fond d'approfondissement de la crise économique et sociale dans tous les pays de la région - exacerbée par la crise sanitaire de Covid-19 - que s'est donc tenu le nouveau sommet de la Celac.

La relance de l'organisation, dans ce contexte et après plusieurs années d'interruption, constitue en elle-même un événement et décrit de nouvelles évolutions dans la région qu'il convient d'apprécier. **Ce Sommet a été rendu possible grâce à l'affirmation d'une nouvelle alliance politique inédite en Amérique latine entre le Mexique dirigé depuis 2018 par « AMLO » et l'Argentine dirigée depuis 2019 par Alberto Fernandez.** Ce dernier avait réservé à son homologue mexicain son premier voyage à l'extérieur quelques jours après son élection à la tête de la troisième puissance latino-américaine. Les deux présidents de centre-gauche n'ont eu de cesse de développer un discours commun soulignant la nécessité de relancer l'intégration sud et latino-américaine dans le respect des souverainetés des pays de la région. Dès mai 2021, ils se sont associés pour mettre en place un accord de production de vaccins

⁷ La Colombie n'est pas signataire de la Déclaration finale de Mexico. Lire le communiqué du ministère des Affaires étrangères, 18 septembre 2021 : <https://www.cancilleria.gov.co/newsroom/news/comunicado-prensa-ministerio-relaciones-exteriores-relacion-vi-cumbre-celac>

Oxford-AstraZeneca pour les pays latino-américains (avec l'objectif de produire 250 millions de doses). Ils ont également chacun signé un accord avec le Fonds souverain d'investissement direct russe (RDIF) et l'Institut Gamaleya pour produire du vaccin *Sputnik Light* (une dose) qui doit venir compléter les schémas vaccinaux locaux (car compatible avec AstraZeneca, Sinopharm, Moderna). Sur le plan politique, ils ont œuvré conjointement pour ouvrir le chemin d'une négociation politique au Venezuela - un « *dialogue inclusif* » entre toutes les parties prenantes - en lien avec les initiatives internationales existantes en la matière (« Groupe de contact international sur le Venezuela » avec l'Union européenne, initiative de la Norvège). Pour ce faire, ils ont adopté une ligne politique de neutralité et de non-ingérence dans le conflit opposant le gouvernement de Nicolas Maduro et le président auto-proclamé Juan Guaidó. Cette approche s'est matérialisée par leur non-participation (Mexique) ou leur retrait officiel (Argentine) du « Groupe de Lima » fondé en 2017 par les pays de la région ne reconnaissant pas la légitimité de Nicolas Maduro au profit de Juan Guaidó, en tant que président « *en charge* » du Venezuela. Cette position leur a permis de s'ériger, par l'engagement de leurs diplomaties respectives, comme les partenaires dans la région des initiatives internationales visant à créer les conditions d'un « Processus de négociation et de dialogue » entre le gouvernement de Caracas et la « plateforme unitaire du Venezuela » regroupant les principaux partis d'opposition - dont celui de Juan Guaidó, *Voluntad Popular* - au sein du « G 4 » (*Voluntad Popular, Primero Justicia, Accion democratica, Un Nuevo tiempo*). Ce « Processus » a ainsi démarré le 13 août 2021 à Mexico et a déjà connu trois sessions de discussion tandis que se préparent dans le pays des élections locales et régionales le 21 novembre 2021 auxquelles participeront l'ensemble de ces acteurs.

La présence inattendue de Nicolas Maduro au Sommet de la Celac a signalé, en l'absence du Brésil et de la Colombie, une évolution des équilibres politiques entre les gouvernements de la région. D'un côté, le président colombien Ivan Duque a annulé son déplacement, les présidents du Paraguay, Mario Abdo Benítez (droite), et de l'Uruguay, Luis Lacalle Pou (droite), ont réaffirmé leur non-reconnaissance de la légitimité de Nicolas Maduro et critiqué les gouvernements cubain et nicaraguayen présents. Et le Chili présidé par Sebastian Piñera (droite) s'est fait représenter durant ce Sommet par le sous-secrétaire aux relations économiques internationales du gouvernement. Mais sans coordination de leurs positions et actions, et sans le Brésil, ces gouvernements n'ont pu empêcher la présence du président vénézuélien, dont la participation n'a pas été remise en cause par la majorité des autres participants. Pour sa part, le nouveau président de gauche du Pérou, Pedro Castillo, a affirmé que son pays dialoguerait désormais avec tout le monde en Amérique latine, confirmant la position exprimée par le représentant de son gouvernement Harold Forsyth à l'OEA le 19 septembre 2021. Ce dernier avait ainsi affirmé que le « Groupe de Lima » avait « *terminé son cycle* » et qu'il convenait désormais d'entrer dans « *une nouvelle étape* » de « *dialogue direct* ».

entre les forces principales [au Venezuela] : le gouvernement de Nicolas Maduro et l'opposition légalement constituée »⁸.

La présence de Nicolas Maduro, sans signifier la fin de la crise vénézuélienne et des oppositions autour de la question de sa résolution, a néanmoins révélé une nouvelle photographie politique de la région sur laquelle est apparu le délitement du « Groupe de Lima », l'affaiblissement de la coalition des droites latino-américaines et leur manque de coordination et de *leadership* collectifs.

DES DÉCISIONS ET DES INITIATIVES DIRECTEMENT RÉGIONALES...

Dans leur Déclaration finale composée de 44 points, les pays présents à Mexico ont annoncé plusieurs décisions concrètes et le lancement de nouveaux projets régionaux. **La question sanitaire y occupe une place centrale** après que les pays latino-américains aient, depuis l'arrivée de la pandémie dans la région en février 2020, révélé leur incapacité à gérer cette crise de manière collective, chaque pays ayant développé, jusqu'aux initiatives mexicano-argentines, des stratégies nationales différenciées sans coordination. Désormais, ils ont décidé de mettre en commun leurs initiatives de production (substances actives et vaccins) et de distribution, de sorte à pallier la déficience du dispositif international Covax, notamment lancé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et d'être moins dépendants des laboratoires internationaux. Dans cette perspective, ils ont pris deux décisions. Désormais, un mécanisme régional permettra à tous les pays de bénéficier des avancées vaccinales et des programmes de recherche cubain (vaccins Abdala, Soberana 01, Soberana 02, Soberana Plus, Mambisa, Pasteur y PanCorona), mexicain (vaccin Patria à venir), argentin (ARVAC Cecilia Grierson), chilien (PedCoVax), et brésilien (Butan Vac). Parallèlement, les pays présents ont adopté à l'unanimité un « Plan intégral d'autosuffisance sanitaire » élaboré par la Cepal. Ce dernier prévoit l'organisation d'un accès égalitaire aux vaccins disponibles dans la région pour tous les pays, l'harmonisation progressive des réglementations nationales en matière d'agences sanitaires, le développement d'une plateforme régionale d'essais cliniques, la mise en place d'un mécanisme d'achat régional des vaccins, le renforcement, à moyen terme, des capacités productives par la création de consortiums régionaux d'acteurs du secteur. Ce plan s'engage également en faveur d'une libération des brevets des vaccins à l'échelle mondiale.

⁸ « Embajador peruano ante la OEA: "El Grupo de Lima ha cumplido su ciclo" », *El Comercio*, 20 septembre 2021, <https://elcomercio.pe/politica/gobierno/harold-forsyth-embajador-peruano-ante-la-oea-el-grupo-de-lima-ha-cumplido-su-ciclo-nicolas-maduro-venezuela-nndc-noticia/>

Concernant la question du refinancement des États latino-américains après la pandémie - ces derniers sont désormais les plus endettés du monde en développement -, cette Déclaration plaide en faveur d'une remise à plat du système mondial des dettes souveraines des États, de leur financement et de leur traitement, y compris auprès des créiteurs privés. Elle exige une restructuration et une renégociation « *des conditions de paiement* » des dettes régionales, notamment des « *pays à revenu intermédiaire qui le sollicitent* », auprès du Fonds monétaire international (FMI). Dans cette perspective, la Déclaration s'engage pour « *la révision des politiques d'accès aux - et de sur-paiement des - prêts d'appui financier du FMI* ». Ces demandes ont été relayées par le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres qui a défendu la suspension du paiement du service de la dette jusqu'en 2022 pour les pays à revenu intermédiaire demandeurs⁹ et la refonte des mécanismes de financement des dettes des États.

Sur la question des dérèglements climatiques, cette Déclaration demande le respect par les pays développés de leurs engagements financiers en faveur du Fonds vert pour le climat (100 milliards de dollars annuels) censé soutenir l'adaptation des pays en développement aux effets du réchauffement climatique entre 2020 et 2025. Elle annonce également la création d'un Fonds contre les désastres naturels de la Celac abondé à hauteur de 15 millions de dollars. Pour sa part, le président du Guatemala, Alejandro Giammattei, a annoncé qu'il proposera que l'Amérique centrale soit déclarée « *région hautement vulnérable* » au changement climatique lors de la COP26 sur le climat de Glasgow (31 octobre-12 novembre 2021).

Sur le plan de la politique régionale, le texte « *rejette l'application de mesures coercitives unilatérales* » dans la résolution des différends politiques. Cette formule permet aux signataires de prendre position contre les États-Unis dans leur politique à l'égard de Cuba et du Venezuela sans toutefois accéder à une demande de Nicolas Maduro. Ce dernier souhaitait que la Déclaration exige explicitement la fin des sanctions des États-Unis contre le Venezuela, démarche combattue par la diplomatie colombienne depuis Bogota.

Enfin, la Déclaration annonce la création d'une Agence latino-américaine et caribéenne de l'espace (ALCE). Son ambition de « *renforcer les capacités régionales et impulser la coopération, la collaboration, la recherche, le développement et le transfert de technologies entre États latino-américains et caribéens pour la réalisation d'activités d'exploration et d'utilisation de l'espace ultra-terrestre à des fins pacifiques* »¹⁰.

⁹ Pour l'heure, la période de suspension, dont la fin était initialement prévue le 31 décembre 2020, a été prolongée jusqu'à juin 2021.

¹⁰ Lire l'intégralité de la Déclaration de Mexico du 18 septembre 2021 : <https://www.gob.mx/presidencia/documentos/declaracion-de-la-ciudad-de-mexico-celac-2021>. Et retrouver les interventions des présents sur la capture vidéo de l'événement : https://www.youtube.com/watch?v=z2WT2_Fpxdc

... MAIS DES PERSPECTIVES INCERTAINES ET CONTRADICTOIRES

Le VI^e Sommet de la Celac a illustré la fragilité d'une région traversée par de multiples crises et fractures, tout comme il a indiqué l'affirmation d'une volonté collective plus marquée matérialisée par l'adoption de plusieurs décisions et le lancement d'initiatives inédites en Amérique latine (en matière sanitaire et de coopération spatiale).

Toutefois, ces avancées en matière de vie régionale laissent ouvertes toutes les perspectives et s'inscrivent dans des visions du rôle et de l'avenir du sous-continent qui restent non affirmées et même contradictoires dans les termes entre plusieurs acteurs. D'un côté, les pays issus de la vague des gauches des années 2000 (Bolivie, Nicaragua, Venezuela, auxquels il convient d'ajouter Cuba) n'ont eu de cesse de rappeler leur conception bolivarienne de l'intégration latino-américaine et de la Celac. Ces dernières devraient, selon eux, se construire contre le « *monroenisme* » (de la doctrine Monroe) et le « *divisionnisme* » (Nicolas Maduro) promu par Washington et son bras armé, l'OEA, vertement dénoncée par Luis Arce (Bolivie) et Miguel Diaz-Canel (Cuba). Pour ces pays, il s'agit de rendre l'Amérique latine indépendante et autonome, notamment vis-à-vis de la première puissance mondiale. Et la Celac devrait être l'instrument institutionnel de ce projet.

De l'autre, une vision de l'avenir de la région proposée par « AMLO ». Ce dernier est également critique vis-à-vis de l'OEA. Considérant lui aussi l'organisation trop soumise à l'hégémonie des États-Unis et aux principes interventionnistes dans la région - cette position marque une rupture avec la tradition des gouvernements du Mexique des dernières décennies qui ont toujours activement légitimé et investi l'OEA -, il en a même plusieurs fois prôné la « *substitution* » au cours des derniers mois au profit d'une nouvelle organisation continentale. Selon lui, cette dernière devrait néanmoins toujours intégrer les États-Unis et le Canada, mais dans le cadre d'une communauté plus égale, réellement multilatérale et « *vraiment autonome* »¹¹ de Washington. Lors du Sommet de la Celac, « AMLO » - qui avait exigé l'avant-veille de sa tenue des États-Unis qu'ils lèvent « *l'embargo contre Cuba, car aucun État n'a le droit de soumettre un autre pays* »¹² - a précisé que, selon lui, « *l'idéal* » de l'intégration régionale consistait ainsi en la construction d'une « *intégration économique avec les États-Unis et le Canada dans le cadre du respect de nos souverainetés* ». Une telle perspective devrait amener l'ensemble des pays du « *continent américain à construire quelque chose de similaire à ce que fut la Communauté économique européenne qui a donné naissance à l'Union européenne* ». Selon le président mexicain, les principes d'une telle association seraient, contrairement à

¹¹ « Le président mexicain propose aux pays latino-américains de s'émanciper de Washington », *Le Monde*, 18 septembre 2021.

¹² *Ibid.* Cette déclaration a été faite lors des cérémonies du Bicentenaire de l'indépendance du Mexique du 16 septembre 2021 auxquelles le président cubain Miguel Diaz-Canel était l'invité d'honneur.

ceux qui dominent au sein de l'OEA, « *la non-intervention et l'autodétermination des peuples, la coopération pour le développement et l'aide mutuelle pour lutter contre les inégalités et les discriminations* ». Et de proposer, « *avec les États-Unis et le Canada (...), la signature d'un traité (économique et commercial) visant à renforcer le marché intérieur sur notre continent, actuellement déficitaire vis-à-vis de l'Europe, mais surtout, de l'Asie* ». Ainsi, pour « AMLO », ce projet serait rendu nécessaire pour « *produire en Amérique ce que nous consommons* »¹³ et être moins dépendant de l'Asie. Il s'agirait pour lui d'une stratégie gagnante pour les pays latino-américains, mais également pour les États-Unis qui souhaitent réduire leur déficit commercial et leurs dépendances vis-à-vis de la Chine et de l'Asie et, plus largement, endiguer la montée en puissance de l'empire du Milieu dans la région.

Cette proposition a engendré des réactions contrastées de la part des participants. Les gouvernements de droite de la région ont salué l'OEA et rappelé leur attachement à cette organisation qui reste la pierre angulaire de leur conception de la vie régionale.

Pour leur part, les gouvernements issus de la vague progressiste des années 2000, ainsi que l'allié argentin, n'ont pas commenté les propos d'« AMLO ». Si les deux visions proposées par ce dernier et la coalition des pays engagés contre l'OEA peuvent se rapprocher sur plusieurs points - par exemple sur la critique de la gestion de l'organisation par son secrétaire général Luis Almagro jugé inféodé aux intérêts de Washington -, elles divergent fondamentalement quant au sens du projet historique donné au processus d'intégration régionale latino-américaine et, dans ce cadre, sur le rapport aux États-Unis... et à la Chine¹⁴...

Le cours des évolutions (géo)politiques et de la recomposition des rapports de force entre les pays latino-américains identifié à Mexico connaîtra de nouveaux développements avec trois élections présidentielles cruciales et très ouvertes - les candidats de centre-gauche y sont bien placés - qui interviendront dans le Cône Sud en 2021 et en 2022, au Chili (2021), au Brésil et en Colombie (2022). ■

¹³ Discours intégral de « AMLO » lors du VI^e Sommet de la Celac : <https://lopezobrador.org.mx/2021/09/18/discurso-del-presidente-andres-manuel-lopez-obrador-durante-la-vi-cumbre-de-la-celac/>

¹⁴ Dans son intervention vidéo, le président Xi Jinping a renouvelé son souhait de bâtir une « *communauté du futur partagée* » entre la Chine, la Celac et l'Amérique latine basée sur « *l'égalité* », « *les bénéfices mutuels* », le « *bien-être* » et « *l'innovation* ». Rappelant que depuis 2014, la Chine et les pays membres de la Celac coopèrent à haut niveau dans le cadre du Forum Chine/Celac, il a rappelé que son pays attribuait « *une grande importance aux relations avec la Celac* » et qu'il était disponible pour accompagner l'Amérique latine dans sa reconstruction post-Covid. Dans cette perspective, le président chinois a plaidé pour « *un approfondissement des liens entre la Chine et les pays de l'Amérique latine* ». Pour sa part, le président du Conseil européen Charles Michel s'est réjoui des intentions et des comparaisons du président mexicain. Dans son discours, il a rappelé les engagements de l'UE en faveur du climat et de la biodiversité, de l'accès aux vaccins contre la Covid-19, de l'État de droit et de la démocratie, du multilatéralisme et de la coopération internationale. Et a exprimé la disponibilité des institutions européennes pour partager avec la Celac leur expérience en matière d'intégration régionale.

Le 18 septembre 2021 s'est tenu, à Mexico, le VI^e Sommet de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (Celac) en présence de trente pays représentés (dont dix-sept par leur chef d'État et de gouvernement¹), de la secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal) Alicia Barcena et du président du Conseil européen Charles Michel. À ces acteurs présents se sont ajoutées, par le biais d'interventions retransmises par vidéo, les voix de Xi Jinping, président de la République populaire de Chine (RPC), et de Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies.

La présidence mexicaine de cette rencontre, qui a pu compter avec l'engagement personnel du président Andres Manuel Lopez Obrador (dit « AMLO ») et du ministre des Relations extérieures Marcelo Ebrard, **a souhaité incarner une volonté de relance du dialogue régional en Amérique latine après plusieurs années de suspension et de développement de multiples crises économiques, sociales, politiques et géopolitiques (Venezuela) sur l'ensemble du sous-continent**. Ce Sommet a voulu inaugurer un nouveau « moment » politique dans une région durement frappée par la crise sanitaire mondiale et traversée par de puissantes dynamiques de divisions politiques et de polarisations partisans, ainsi que par des évolutions rapides et oscillatoires des scénarios sociaux et politiques. Dans ce contexte, cette rencontre a indiqué l'amorce d'une recomposition sensible et progressive des équilibres politiques régionaux et consacré l'affirmation de l'action diplomatique du Mexique en Amérique latine à l'entame de la deuxième partie du mandat de « AMLO ». Et ce, tandis que cette dernière devient l'un des terrains incontournables de la confrontation mondiale pour l'hégémonie opposant les États-Unis et la Chine².

Cette note se propose de revenir sur les principaux enjeux de l'événement, ainsi que sur les décisions et orientations les plus saillantes qui y ont été prises et définies. Et de les resituer dans le cadre des dynamiques (géo)politiques régionales en cours.

RETOUR SUR LE PROJET CONTRARIÉ DE LA CELAC

La Celac regroupe formellement les trente-trois pays du sous-continent. Fondée en 2011 par la Déclaration de Caracas lorsque qu'une majorité de pays de la région était dirigée par des gouvernements de gauche et de centre-gauche³, son ambition originelle consistait à favoriser l'existence pérenne d'un forum consacré à l'approfondissement de l'intégration régionale

¹ Parmi lesquels Luis Arce (Bolivie), Miguel Díaz-Canel (Cuba), Guillermo Lasso (Equateur), Alejandro Giammattei (Guatemala), Juan Orlando Hernández (Honduras), Andres Manuel Lopez Obrador (Mexique), Nicolas Maduro (Venezuela), Mario Abdo Benítez (Paraguay), Pedro Castillo (Pérou), Lui Lacalle Pou (Uruguay).

² Sur ce sujet, lire Christophe Ventura, « Chine / États-Unis : qui prendra l'avantage en Amérique latine ? », *La Revue internationale et stratégique (RIS)*, n°120, IRIS Editions – Armand Colin, hiver 2020.

³ Deux réunions ont précédé sa fondation officielle. Une à Salvador de Bahia (Brésil) le 17 décembre 2008 à l'initiative de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva (gauche) et une le 23 février 2010 à Cancún (Mexique) organisée par l'ancien président Felipe Calderon (droite).

latino-américaine (politique, commerciale, économique, technologique, etc.) et, dans ce cadre, de forger un instrument de règlement des différends entre les pays membres, sans la présence des États-Unis et du Canada. De ce point de vue, la Celac s'est initialement positionnée comme une initiative régionale visant à retirer à l'Organisation des États américains (OEA), dont le siège se situe à Washington et l'histoire longue s'inscrit dans la vision du panaméricanisme influencé par l'esprit de la « doctrine Monroe » du 19^e siècle, le monopole de la représentation des pays latino-américains en matière de forum de dialogue régional. Contrairement à cette dernière, la Celac compte parmi ses membres fondateurs Cuba⁴.

Depuis sa fondation, la Celac, avec laquelle l'Union européenne (UE) entretient un partenariat et une relation institutionnels officiels et continus⁵, a connu diverses fortunes et s'est vue soumise aux aléas des changements politiques intervenus dans la majorité des pays latino-américains au cours des années 2010 (fin de l'hégémonie des gauches au profit d'un retour des droites dans de nombreux pays clés entre 2015 et 2018 - Argentine, Brésil, Équateur, Pérou -, crise au Venezuela polarisant les coalitions d'alliances régionales, etc.). Ces bouleversements, partiellement causés par la multiplication de crises économiques et sociales intervenues dans l'ensemble des pays latino-américains dans le sillage de la crise financière internationale de 2008, ont exacerbé les dynamiques politiques centrifuges nationales et les logiques de fragmentation affinitaires dans la région. Et ce, au détriment de dynamiques favorisant les logiques de convergences et d'intégration régionales. Ainsi, la Celac, à l'instar de sa cousine sud-américaine (l'Union des nations sud-américaines – Unasur – créée en 2008), a vu son développement et sa légitimité entravés depuis 2015⁶. Et a perdu dans la foulée de sa création les dirigeants qui en incarnaient l'ambition fondatrice et en assuraient le *leadership* (Lula au Brésil et Hugo Chavez au Venezuela notamment). Après cinq éditions, la Celac ne s'est ainsi plus réunie depuis 2017 même si El Salvador (2017-2018), la Bolivie (2019-2020) et le Mexique (2020-2021) en ont assuré une présidence « *pro-tempore* ».

L'organisation a même perdu la première puissance régionale après que le gouvernement de Jair Bolsonaro ait décidé, en 2020, la suspension de la participation du Brésil. Pour l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ernesto Araujo, « *la Celac n'a eu aucun résultat en matière de défense de la démocratie ou dans quelque autre domaine. Au contraire, elle a juste renforcé la position de régimes non démocratiques comme le Venezuela, Cuba ou le Nicaragua* ». Et d'ajouter que pour le pouvoir de Brasilia, la priorité est désormais de « *travailler avec toutes les démocraties de la région (que ce soit bilatéralement, au sein de l'OEA, de Prosur ou du Mercosur) pour un agenda de liberté, de prospérité, de sécurité et d'intégration ouverte* ». Par ces

⁴ Expulsée de l'OEA le 30 janvier 1962.

⁵ En 2013 et 2015, la Celac et l'UE ont organisé un « Sommet Celac/UE ». En 2018, les deux blocs ont organisé une réunion ministérielle (au niveau des ministres des Affaires étrangères) à Bruxelles.

⁶ En 2018, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Chili et le Pérou se sont retirés de l'Unasur, rejoints par l'Équateur en 2019.

déclarations prononcées sur Twitter le 16 janvier 2020, l'ancien ministre résumait l'orientation du gouvernement brésilien en matière de politique régionale :

- soutien à la primauté de l'OEA dans la gestion des différends régionaux, en lien avec les États-Unis,
- opposition active aux pays issus de la vague des gauches des années 2000-2010 et à leurs initiatives régionales prises,
- priorité au Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud (Prosur) lancé en 2019 par les gouvernements de centre-droit et de droite (à l'initiative de la Colombie dirigée par Ivan Duque et du Chili présidé par Sebastian Pinera) afin de remplacer l'Unasur dans le cadre d'une politique de désengagement global du Brésil de la vie régionale,
- repositionnement en faveur d'un Mercosur (Marché commun du Sud) orienté vers une politique de développement d'accords de libre-échange avec le reste du monde (« *intégration ouverte* »), dans le cadre d'une politique donnant la priorité à une approche bilatérale du Brésil avec ses partenaires en matière de négociations d'accords commerciaux.

AUTOUR DE LA QUESTION VÉNÉZUÉLIENNE, LES DIVISIONS ET LES RECOMPOSITIONS DES ALLIANCES RÉGIONALES

C'est dans ce contexte de divisions politiques entre les principales puissances régionales, d'absence notable du Brésil et de la Colombie - celle de cette dernière pour protester contre la présence de Nicolas Maduro⁷ -, et sur fond d'approfondissement de la crise économique et sociale dans tous les pays de la région - exacerbée par la crise sanitaire de Covid-19 - que s'est donc tenu le nouveau sommet de la Celac.

La relance de l'organisation, dans ce contexte et après plusieurs années d'interruption, constitue en elle-même un événement et décrit de nouvelles évolutions dans la région qu'il convient d'apprécier. **Ce Sommet a été rendu possible grâce à l'affirmation d'une nouvelle alliance politique inédite en Amérique latine entre le Mexique dirigé depuis 2018 par « AMLO » et l'Argentine dirigée depuis 2019 par Alberto Fernandez.** Ce dernier avait réservé à son homologue mexicain son premier voyage à l'extérieur quelques jours après son élection à la tête de la troisième puissance latino-américaine. Les deux présidents de centre-gauche n'ont eu de cesse de développer un discours commun soulignant la nécessité de relancer l'intégration sud et latino-américaine dans le respect des souverainetés des pays de la région. Dès mai 2021, ils se sont associés pour mettre en place un accord de production de vaccins

⁷ La Colombie n'est pas signataire de la Déclaration finale de Mexico. Lire le communiqué du ministère des Affaires étrangères, 18 septembre 2021 : <https://www.cancilleria.gov.co/newsroom/news/comunicado-prensa-ministerio-relaciones-exteriores-relacion-vi-cumbre-celac>

Oxford-AstraZeneca pour les pays latino-américains (avec l'objectif de produire 250 millions de doses). Ils ont également chacun signé un accord avec le Fonds souverain d'investissement direct russe (RDIF) et l'Institut Gamaleya pour produire du vaccin *Sputnik Light* (une dose) qui doit venir compléter les schémas vaccinaux locaux (car compatible avec AstraZeneca, Sinopharm, Moderna). Sur le plan politique, ils ont œuvré conjointement pour ouvrir le chemin d'une négociation politique au Venezuela - un « *dialogue inclusif* » entre toutes les parties prenantes - en lien avec les initiatives internationales existantes en la matière (« Groupe de contact international sur le Venezuela » avec l'Union européenne, initiative de la Norvège). Pour ce faire, ils ont adopté une ligne politique de neutralité et de non-ingérence dans le conflit opposant le gouvernement de Nicolas Maduro et le président auto-proclamé Juan Guaidó. Cette approche s'est matérialisée par leur non-participation (Mexique) ou leur retrait officiel (Argentine) du « Groupe de Lima » fondé en 2017 par les pays de la région ne reconnaissant pas la légitimité de Nicolas Maduro au profit de Juan Guaidó, en tant que président « *en charge* » du Venezuela. Cette position leur a permis de s'ériger, par l'engagement de leurs diplomaties respectives, comme les partenaires dans la région des initiatives internationales visant à créer les conditions d'un « Processus de négociation et de dialogue » entre le gouvernement de Caracas et la « plateforme unitaire du Venezuela » regroupant les principaux partis d'opposition - dont celui de Juan Guaidó, *Voluntad Popular* - au sein du « G 4 » (*Voluntad Popular, Primero Justicia, Accion democratica, Un Nuevo tiempo*). Ce « Processus » a ainsi démarré le 13 août 2021 à Mexico et a déjà connu trois sessions de discussion tandis que se préparent dans le pays des élections locales et régionales le 21 novembre 2021 auxquelles participeront l'ensemble de ces acteurs.

La présence inattendue de Nicolas Maduro au Sommet de la Celac a signalé, en l'absence du Brésil et de la Colombie, une évolution des équilibres politiques entre les gouvernements de la région. D'un côté, le président colombien Ivan Duque a annulé son déplacement, les présidents du Paraguay, Mario Abdo Benítez (droite), et de l'Uruguay, Luis Lacalle Pou (droite), ont réaffirmé leur non-reconnaissance de la légitimité de Nicolas Maduro et critiqué les gouvernements cubain et nicaraguayen présents. Et le Chili présidé par Sebastian Piñera (droite) s'est fait représenter durant ce Sommet par le sous-secrétaire aux relations économiques internationales du gouvernement. Mais sans coordination de leurs positions et actions, et sans le Brésil, ces gouvernements n'ont pu empêcher la présence du président vénézuélien, dont la participation n'a pas été remise en cause par la majorité des autres participants. Pour sa part, le nouveau président de gauche du Pérou, Pedro Castillo, a affirmé que son pays dialoguerait désormais avec tout le monde en Amérique latine, confirmant la position exprimée par le représentant de son gouvernement Harold Forsyth à l'OEA le 19 septembre 2021. Ce dernier avait ainsi affirmé que le « Groupe de Lima » avait « *terminé son cycle* » et qu'il convenait désormais d'entrer dans « *une nouvelle étape* » de « *dialogue direct* ».

entre les forces principales [au Venezuela] : le gouvernement de Nicolas Maduro et l'opposition légalement constituée »⁸.

La présence de Nicolas Maduro, sans signifier la fin de la crise vénézuélienne et des oppositions autour de la question de sa résolution, a néanmoins révélé une nouvelle photographie politique de la région sur laquelle est apparu le délitement du « Groupe de Lima », l'affaiblissement de la coalition des droites latino-américaines et leur manque de coordination et de *leadership* collectifs.

DES DÉCISIONS ET DES INITIATIVES DIRECTEMENT RÉGIONALES...

Dans leur Déclaration finale composée de 44 points, les pays présents à Mexico ont annoncé plusieurs décisions concrètes et le lancement de nouveaux projets régionaux. **La question sanitaire y occupe une place centrale** après que les pays latino-américains aient, depuis l'arrivée de la pandémie dans la région en février 2020, révélé leur incapacité à gérer cette crise de manière collective, chaque pays ayant développé, jusqu'aux initiatives mexicano-argentines, des stratégies nationales différenciées sans coordination. Désormais, ils ont décidé de mettre en commun leurs initiatives de production (substances actives et vaccins) et de distribution, de sorte à pallier la déficience du dispositif international Covax, notamment lancé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et d'être moins dépendants des laboratoires internationaux. Dans cette perspective, ils ont pris deux décisions. Désormais, un mécanisme régional permettra à tous les pays de bénéficier des avancées vaccinales et des programmes de recherche cubain (vaccins Abdala, Soberana 01, Soberana 02, Soberana Plus, Mambisa, Pasteur y PanCorona), mexicain (vaccin Patria à venir), argentin (ARVAC Cecilia Grierson), chilien (PedCoVax), et brésilien (Butan Vac). Parallèlement, les pays présents ont adopté à l'unanimité un « Plan intégral d'autosuffisance sanitaire » élaboré par la Cepal. Ce dernier prévoit l'organisation d'un accès égalitaire aux vaccins disponibles dans la région pour tous les pays, l'harmonisation progressive des réglementations nationales en matière d'agences sanitaires, le développement d'une plateforme régionale d'essais cliniques, la mise en place d'un mécanisme d'achat régional des vaccins, le renforcement, à moyen terme, des capacités productives par la création de consortiums régionaux d'acteurs du secteur. Ce plan s'engage également en faveur d'une libération des brevets des vaccins à l'échelle mondiale.

⁸ « Embajador peruano ante la OEA: "El Grupo de Lima ha cumplido su ciclo" », *El Comercio*, 20 septembre 2021, <https://elcomercio.pe/politica/gobierno/harold-forsyth-embajador-peruano-ante-la-oea-el-grupo-de-lima-ha-cumplido-su-ciclo-nicolas-maduro-venezuela-nndc-noticia/>

Concernant la question du refinancement des États latino-américains après la pandémie - ces derniers sont désormais les plus endettés du monde en développement -, cette Déclaration plaide en faveur d'une remise à plat du système mondial des dettes souveraines des États, de leur financement et de leur traitement, y compris auprès des créiteurs privés. Elle exige une restructuration et une renégociation « *des conditions de paiement* » des dettes régionales, notamment des « *pays à revenu intermédiaire qui le sollicitent* », auprès du Fonds monétaire international (FMI). Dans cette perspective, la Déclaration s'engage pour « *la révision des politiques d'accès aux - et de sur-paiement des - prêts d'appui financier du FMI* ». Ces demandes ont été relayées par le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres qui a défendu la suspension du paiement du service de la dette jusqu'en 2022 pour les pays à revenu intermédiaire demandeurs⁹ et la refonte des mécanismes de financement des dettes des États.

Sur la question des dérèglements climatiques, cette Déclaration demande le respect par les pays développés de leurs engagements financiers en faveur du Fonds vert pour le climat (100 milliards de dollars annuels) censé soutenir l'adaptation des pays en développement aux effets du réchauffement climatique entre 2020 et 2025. Elle annonce également la création d'un Fonds contre les désastres naturels de la Celac abondé à hauteur de 15 millions de dollars. Pour sa part, le président du Guatemala, Alejandro Giammattei, a annoncé qu'il proposera que l'Amérique centrale soit déclarée « *région hautement vulnérable* » au changement climatique lors de la COP26 sur le climat de Glasgow (31 octobre-12 novembre 2021).

Sur le plan de la politique régionale, le texte « *rejette l'application de mesures coercitives unilatérales* » dans la résolution des différends politiques. Cette formule permet aux signataires de prendre position contre les États-Unis dans leur politique à l'égard de Cuba et du Venezuela sans toutefois accéder à une demande de Nicolas Maduro. Ce dernier souhaitait que la Déclaration exige explicitement la fin des sanctions des États-Unis contre le Venezuela, démarche combattue par la diplomatie colombienne depuis Bogota.

Enfin, la Déclaration annonce la création d'une Agence latino-américaine et caribéenne de l'espace (ALCE). Son ambition de « *renforcer les capacités régionales et impulser la coopération, la collaboration, la recherche, le développement et le transfert de technologies entre États latino-américains et caribéens pour la réalisation d'activités d'exploration et d'utilisation de l'espace ultra-terrestre à des fins pacifiques* »¹⁰.

⁹ Pour l'heure, la période de suspension, dont la fin était initialement prévue le 31 décembre 2020, a été prolongée jusqu'à juin 2021.

¹⁰ Lire l'intégralité de la Déclaration de Mexico du 18 septembre 2021 : <https://www.gob.mx/presidencia/documentos/declaracion-de-la-ciudad-de-mexico-celac-2021>. Et retrouver les interventions des présents sur la capture vidéo de l'événement : https://www.youtube.com/watch?v=z2WT2_Fpxdc

... MAIS DES PERSPECTIVES INCERTAINES ET CONTRADICTOIRES

Le VI^e Sommet de la Celac a illustré la fragilité d'une région traversée par de multiples crises et fractures, tout comme il a indiqué l'affirmation d'une volonté collective plus marquée matérialisée par l'adoption de plusieurs décisions et le lancement d'initiatives inédites en Amérique latine (en matière sanitaire et de coopération spatiale).

Toutefois, ces avancées en matière de vie régionale laissent ouvertes toutes les perspectives et s'inscrivent dans des visions du rôle et de l'avenir du sous-continent qui restent non affirmées et même contradictoires dans les termes entre plusieurs acteurs. D'un côté, les pays issus de la vague des gauches des années 2000 (Bolivie, Nicaragua, Venezuela, auxquels il convient d'ajouter Cuba) n'ont eu de cesse de rappeler leur conception bolivarienne de l'intégration latino-américaine et de la Celac. Ces dernières devraient, selon eux, se construire contre le « *monroisme* » (de la doctrine Monroe) et le « *divisionnisme* » (Nicolas Maduro) promus par Washington et son bras armé, l'OEA, vertement dénoncée par Luis Arce (Bolivie) et Miguel Diaz-Canel (Cuba). Pour ces pays, il s'agit de rendre l'Amérique latine indépendante et autonome, notamment vis-à-vis de la première puissance mondiale. Et la Celac devrait être l'instrument institutionnel de ce projet.

De l'autre, une vision de l'avenir de la région proposée par « AMLO ». Ce dernier est également critique vis-à-vis de l'OEA. Considérant lui aussi l'organisation trop soumise à l'hégémonie des États-Unis et aux principes interventionnistes dans la région - cette position marque une rupture avec la tradition des gouvernements du Mexique des dernières décennies qui ont toujours activement légitimé et investi l'OEA -, il en a même plusieurs fois prôné la « *substitution* » au cours des derniers mois au profit d'une nouvelle organisation continentale. Selon lui, cette dernière devrait néanmoins toujours intégrer les États-Unis et le Canada, mais dans le cadre d'une communauté plus égale, réellement multilatérale et « *vraiment autonome* »¹¹ de Washington. Lors du Sommet de la Celac, « AMLO » - qui avait exigé l'avant-veille de sa tenue des États-Unis qu'ils lèvent « *l'embargo contre Cuba, car aucun État n'a le droit de soumettre un autre pays* »¹² - a précisé que, selon lui, « *l'idéal* » de l'intégration régionale consistait ainsi en la construction d'une « *intégration économique avec les États-Unis et le Canada dans le cadre du respect de nos souverainetés* ». Une telle perspective devrait amener l'ensemble des pays du « *continent américain à construire quelque chose de similaire à ce que fut la Communauté économique européenne qui a donné naissance à l'Union européenne* ».

¹¹ « Le président mexicain propose aux pays latino-américains de s'émanciper de Washington », *Le Monde*, 18 septembre 2021.

¹² *Ibid.* Cette déclaration a été faite lors des cérémonies du Bicentenaire de l'indépendance du Mexique du 16 septembre 2021 auxquelles le président cubain Miguel Diaz-Canel était l'invité d'honneur.

Selon le président mexicain, les principes d'une telle association seraient, contrairement à ceux qui dominent au sein de l'OEA, « *la non-intervention et l'autodétermination des peuples, la coopération pour le développement et l'aide mutuelle pour lutter contre les inégalités et les discriminations* ». Et de proposer, « *avec les États-Unis et le Canada (...), la signature d'un traité (économique et commercial) visant à renforcer le marché intérieur sur notre continent, actuellement déficitaire vis-à-vis de l'Europe, mais surtout, de l'Asie* ». Ainsi, pour « AMLO », ce projet serait rendu nécessaire pour « *produire en Amérique ce que nous consommons* »¹³ et être moins dépendant de l'Asie. Il s'agirait pour lui d'une stratégie gagnante pour les pays latino-américains, mais également pour les États-Unis qui souhaitent réduire leur déficit commercial et leurs dépendances vis-à-vis de la Chine et de l'Asie et, plus largement, endiguer la montée en puissance de l'empire du Milieu dans la région.

Cette proposition a engendré des réactions contrastées de la part des participants. Les gouvernements de droite de la région ont salué l'OEA et rappelé leur attachement à cette organisation qui reste la pierre angulaire de leur conception de la vie régionale.

Pour leur part, les gouvernements issus de la vague progressiste des années 2000, ainsi que l'allié argentin, n'ont pas commenté les propos d'« AMLO ». Si les deux visions proposées par ce dernier et la coalition des pays engagés contre l'OEA peuvent se rapprocher sur plusieurs points - par exemple sur la critique de la gestion de l'organisation par son secrétaire général Luis Almagro jugé inféodé aux intérêts de Washington -, elles divergent fondamentalement quant au sens du projet historique donné au processus d'intégration régionale latino-américaine et, dans ce cadre, sur le rapport aux États-Unis... et à la Chine¹⁴...

Le cours des évolutions (géo)politiques et de la recomposition des rapports de force entre les pays latino-américains identifié à Mexico connaîtra de nouveaux développements avec trois élections présidentielles cruciales et très ouvertes - les candidats de centre-gauche y sont bien placés - qui interviendront dans le Cône Sud en 2021 et en 2022, au Chili (2021), au Brésil et en Colombie (2022). ■

¹³ Discours intégral de « AMLO » lors du VI^e Sommet de la Celac : <https://lopezobrador.org.mx/2021/09/18/discurso-del-presidente-andres-manuel-lopez-obrador-durante-la-vi-cumbre-de-la-celac/>

¹⁴ Dans son intervention vidéo, le président Xi Jinping a renouvelé son souhait de bâtir une « *communauté du futur partagée* » entre la Chine, la Celac et l'Amérique latine basée sur « *l'égalité* », « *les bénéfices mutuels* », le « *bien-être* » et « *l'innovation* ». Rappelant que depuis 2014, la Chine et les pays membres de la Celac coopèrent à haut niveau dans le cadre du Forum Chine/Celac, il a rappelé que son pays attribuait « *une grande importance aux relations avec la Celac* » et qu'il était disponible pour accompagner l'Amérique latine dans sa reconstruction post-Covid. Dans cette perspective, le président chinois a plaidé pour « *un approfondissement des liens entre la Chine et les pays de l'Amérique latine* ». Pour sa part, le président du Conseil européen Charles Michel s'est réjoui des intentions et des comparaisons du président mexicain. Dans son discours, il a rappelé les engagements de l'UE en faveur du climat et de la biodiversité, de l'accès aux vaccins contre la Covid-19, de l'État de droit et de la démocratie, du multilatéralisme et de la coopération internationale. Et a exprimé la disponibilité des institutions européennes pour partager avec la Celac leur expérience en matière d'intégration régionale.

© IRIS - Tous droits réservés

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, *via* son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale. L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, l'organisation d'évènements et la formation.



www.iris-france.org

Twitter : @InstitutIRIS - Facebook : InstitutIRIS - Instagram : institut_iris

2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France - Tél : + 33 (0) 1 53 27 60 60

Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France - Tél. : +33 1 53 44 31 31